

MISSION D'ACCOMPAGNEMENT DE L'ETAT POUR LA DEFINITION DE SA STRATEGIE « CROISSANCE BLEUE » A LA REUNION



MAÎTRE D'OUVRAGE



Préfet de la Réunion
Secrétariat Général pour
les Affaires Régionales
DEPARTEMENT : Réunion

PROJET

Mission d'accompagnement
de l'Etat pour la définition
de sa stratégie « croissance
bleue » à la Réunion

PERSONNES RESSOURCES

FLORENCE BÉNÉTEAU

Directrice de mission

DENIS DEFARGUES

Expert aménagement

C. CRUCHET

Ingénieur Expert
Ressources

PARTENAIRE

Groupe ELAN



DEVELOPPEMENT INGENIERIE

MONTANT DU MARCHÉ

25 K€ HT

CONTEXTE ET DEROULEMENT MISSION

La « croissance bleue » définie et actée en 2012 par la Commission Européenne englobe toutes les activités économiques liées aux océans, mers et côtes et vise à soutenir une croissance durable des secteurs marins et maritimes dans leur ensemble.

La France possède le deuxième plus territoire maritime, derrière les Etats-Unis, grâce à la Réunion, Mayotte et ses îles éparses. L'exploitation des fonds marins et le développement des secteurs d'activités liés aux mers et aux océans sont la promesse de la croissance et de l'emploi ainsi que d'une vraie stratégie étatique.

La stratégie de Croissance Bleue à la Réunion doit être pensée à l'échelle du territoire insulaire et de la zone de pertinence élargie soit l'ensemble du bassin sud de l'Océan Indien et allant chercher une zone de chalandise plus large (sud de l'Inde, Madagascar, etc.). La définition de filières prioritaires suppose d'investir sur des domaines porteurs d'une nouvelle économie maritime (ex. aquaculture, métaux précieux en eau profonde, etc.)

A travers cette mission, Elan Océan Indien guide les services de l'Etat à fixer le cap de la stratégie étatique en matière de Croissance Bleue sur la Réunion et le sud du bassin Océan Indien ; identifier les projets et initiatives émergentes ; fixer les moyens et outils d'actions de l'Etat (financement, structuration, accompagnement). Elan Océan Indien s'appuie sur un travail de concertation, d'écoute et d'analyse dans une mission détaillée en 4 phases :

Phase 1 : Situation

- Diagnostic dynamique ; synthèse transversale et AFOM des enjeux

Phase 2 : Vision et attentions

- Préparation ; organisation et animation de 3 ateliers

Phase 3 : Stratégie – Dire d'Etat








- Rédaction de la stratégie ; mise en perspective

Phase 4 : Restitution – appropriation territoriale

- Organisation et restitution d'un séminaire

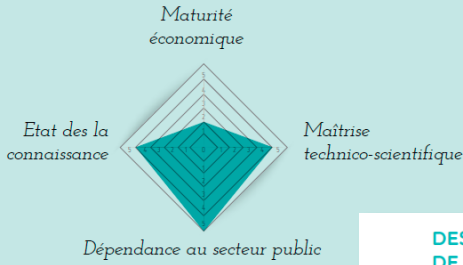
www.elanoi.re

62, Boulevard du Chaudron
Centre d'Affaires Cadjee - Bât. B
97 490 Sainte-Clotilde
Tél : 0 262 41 56 23 - contact@elanoi.re

VOLETS		SECTEURS D'ACTIVITÉS		
A	ENERGIES MARINES RENOUVELABLES EMR	 <ol style="list-style-type: none"> Hydrolien Eolien offshore (dont plateformes) 	<ol style="list-style-type: none"> Houlomoteur Energie thermique des Mers 	Des secteurs d'avenir avec des potentialités importantes en termes de placement pour la Réunion mais peu de projets engagés et des initiatives isolées manquant de portée stratégique et collaborative mais également d'une maîtrise technico scientifique de l'état de la connaissance appliqué à de tels projets : capacités, contraintes / risques du bassin maritime et potentialités du littoral intégrant les évolutions géomorphologiques liés aux mouvements sismiques.
B	RESSOURCES HALIEUTIQUES	 <ol style="list-style-type: none"> Pêche 	<ol style="list-style-type: none"> Aquaculture 	Des richesses et des conditions spéciales mais un bassin maritime dont la spécificité n'est pas reconnue d'un point de vue européen (pas de quotas ni quotas d'impact sur réserves de poissons). Des travaux de suivi de la ressource y compris du potentiel aquacole en manque de percolation avec les dynamiques économiques qui manquent de relais en matière de politique publique volontariste, malgré un fort potentiel.
C	RESSOURCES MARINES	 <ol style="list-style-type: none"> Biotechnologies Cosmétique - Santé/Bien-être Exploitation minière des fonds 	<ol style="list-style-type: none"> Exploitation minière des fonds Biodiversité Ecologie marine 	Des secteurs d'avenir avec des potentialités liées au spot mondial de la biodiversité méconnues dans ses capacités de valorisation économique et qui n'ont pas fait l'objet pour l'instant d'investigations spécifiques.
D	PORTS ET INDUSTRIE NAVALE	 <ol style="list-style-type: none"> Constructions navales Ports 	<ol style="list-style-type: none"> Transports maritimes 	Le positionnement de la Réunion comme hub de transbordement dans le bassin Sud Océan indien engage une réflexion stratégique sur le devenir d'une place portuaire dans un contexte d'adaptation aux changements climatiques et aux enjeux d'indépendance énergétique à échéance 2030 de la Réunion, conduisant à investiguer la réalité des potentialités d'accueil d'un développement portuaire sécurisé et durable (cf le projet de port biocéane avec le pôle industriel énergétique de Bass Rouge Est 7)
MEDIATION SCIENTIFIQUE ET ACCES A LA CONNAISSANCE				
		<p>Des activités historiques de glisse et de pratiques côtières et balnéaires à rendre compatibles avec le risque requies des adaptations à de nouvelles pratiques sécurisées et respectueuses des ressources, une activité de croisière en plein essor avec une destination Réunion à affirmer. Des enjeux de mutation d'un tourisme nouvelle génération ouvrant sur la biodiversité, les méditations culturelles et scientifiques...</p> <p>Un positionnement géostratégique et un déploiement de FAZOS (Forces armées Zones Océan Indien) et moyens de surveillance et sécurité de l'espace maritime qui au droit des outils dédiés d'observatoire satellitaire confèrent à la Réunion un potentiel de développement d'activités à forte valeur ajoutée et exportatrice de savoir faire pour l'ensemble de la zone Sud Océan</p> <p>Au-delà des ports et de l'aménagement côtier, des secteurs à fort potentiel économique dans la zone CI tenant compte des moyens de géomatique en capacité d'être développés, avec les investissements publics déjà engagés à condition d'une mobilisation autour du sujet BIG DATA et des applications qui en découlent (océanographie opérationnelle, modélisation de données, télédétection). La discipline de l'écologie marine qui ouvre également des perspectives de développement d'un secteur d'activités pour lesquels la spécificité de la Réunion pourrait porter une voie distinctive</p>		
		<p>1 Gênie Côtier</p> <p>2 Suivi environnemental</p> <p>3 Lutte contre les pollutions</p>		<p>5 Activités balnéaires et côtières autres</p> <p>6 Découverte et médiation culturelle</p> 
		<p>1 Aménagement et sécurité de l'espace maritime</p>		
		<p>1 Géomatique (télédétection/ océanographie opérationnelle, modélisation numérique)</p>		<p>2 Moyens d'intervention en mer</p> <p>3 Ecologie marine</p> 
				<p>TOURISME ET LOISIRS</p> <p>GESTION DES RISQUES</p> <p>SURVEILLANCE ET SECURITE MARITIME</p> <p>INGENIERIE MARINE</p>
TION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES				MEDIATION CULTURELLE ETCONCERTATION

UN ETAT DES LIEUX DU SECTEUR QUALIFIE PAR UN RADAR ET DES PROJETS OU EXEMPLES POUR ILLUSTRER

UN RADAR POUR QUALIFIER LA SPÉCIFICITÉ DE CHAQUE SECTEUR



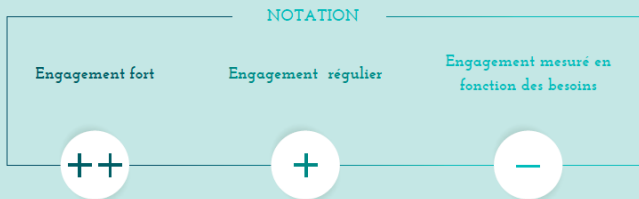
4 CRITÈRES

1. Maturité économique : Elle définit le degré de maturité économique du secteur
2. La dépendance au secteur public : Mesure la contribution du secteur public dans le marché du secteur (donneur d'ordre ou subvention)
3. L'état de la connaissance : Il indique le niveau de connaissance acquise sur le secteur
4. Maîtrise technico-scientifique : Etat de la maîtrise technique scientifique du secteur suite notamment au transfert de R&D et

DES LEVIERS D'INTERVENTION POSSIBLES DE L'ETAT POUR SE POSITIONNER

SIX LEVIERS DÉFINISSANT LES DIFFÉRENTS RÔLES DE L'ETAT À DES DEGRÉS D'ENGAGEMENT PLUS OU MOINS ÉLEVÉS

UN CURSEUR POUR QUALIFIER LE POTE ECONOMIQUE



LEVIERS D'INTERVENTION DE L'ETAT

<p>Accès à la mer</p> <p>Aménagement</p> <p>Schémas cadre</p> <p>++</p> <p>CHAMPS SPECIFIQUES D'INTERVENTION</p>	<p>Surveillance</p> <p>Protection</p> <p>Contrôle</p> <p>+</p> <p>CHAMPS SPECIFIQUES D'INTERVENTION</p>	<p>Educateur</p> <p>Formation</p> <p>Médiation</p> <p>-</p> <p>CHAMPS SPECIFIQUES D'INTERVENTION</p>	<p>Recherche</p> <p>Innovation</p> <p>Prospective</p> <p>++</p> <p>CHAMPS SPECIFIQUES D'INTERVENTION</p>	<p>Actionnaire</p> <p>Financier</p> <p>+</p> <p>CHAMPS SPECIFIQUES D'INTERVENTION</p>	<p>Coordination</p> <p>Fédération</p> <p>Planification</p> <p>-</p> <p>CHAMPS SPECIFIQUES D'INTERVENTION</p>
--	---	--	--	---	--